

La pandémie a eu un effet de révélateur des inégalités monstrueuses engendrées par le capitalisme et du degré auquel nos sociétés dépendent de millions de travailleurs·ses sous-payé·es, précarisé·es et invisibilisé·es. Pourtant, dans la plupart des pays, elle n'a pas suscité de vastes mobilisations de la classe travailleuse ; il est vrai que les gouvernements ont multiplié les mesures autoritaires visant à intimider, limiter ou empêcher les luttes sociales.

Ce n'est pas le cas aux États-Unis, où l'on observe [une montée des luttes mais aussi des démissions en masse](#). Dans cet article, Kim Moody – un grand spécialiste de ces questions – apporte des éléments de réponse à ce qui a pu être décrit comme un « grand mécontentement » et qui constitue sans doute un tournant dans les luttes de classe au sein de la première puissance capitaliste au niveau mondial.

Vous avez sans doute déjà lu des articles sur les grèves de 2021. D'une part, elles sont plus nombreuses, certaines dans des secteurs où nous n'avons pas vu beaucoup de grèves depuis un certain temps, comme le commerce de détail, le divertissement ou les grandes entreprises manufacturières; d'autres se sont développées dans des domaines qui sont devenus plus sujets aux grèves ces dernières années, comme les soins de santé et l'éducation – presque tous des secteurs où les travailleurs et travailleuses ont été touchés par la pandémie de Covid-19. Pour les commentateurs les plus prudents, il s'agit d'une «recrudescence» des débrayages, tandis que l'ancien secrétaire d'Etat au Travail, Robert Reich, a suggéré de manière imaginative qu'il s'agissait, «à sa manière désorganisée», d'une grève générale (*The Guardian*, 13 octobre 2021). La plupart des comptes rendus de cette poussée gréviste visible la placent dans le contexte de la conjoncture économique récente.

Les conditions immédiates qui encouragent la grève sont principalement à rechercher dans les «pénuries» particulières de main-d'œuvre dans lesquelles (à l'exception de ceux et celles qui ont contracté le virus) les travailleurs et travailleuses ont volontairement quitté, en nombre record, leur emploi à la recherche de meilleurs salaires et de meilleures conditions. Le Bureau des statistiques du travail (Bureau of Labor Statistics-BLS) appelle cela des «démissions» («abandons») et en a enregistré un nombre sans précédent: 4,3 millions en août de cette année. A eux seuls, les secteurs du commerce, des transports et des services publics, ainsi que des loisirs et de l'hôtellerie, représentaient près de la moitié de ces départs¹. En outre, les licenciements dans le secteur privé ont diminué par rapport à l'année précédente et les offres d'emploi ont augmenté de plus de deux tiers pour atteindre 9,6 millions, tandis que les embauches sont restées pratiquement inchangées². Les patrons ont besoin de plus de travailleurs et travailleuses, et ceux-ci sont devenus plus sélectifs et plus sûrs d'eux.

Si certains parlent de «grande démission» en raison de toutes les «démissions», d'autres parlent de «grand mécontentement» en raison de la colère sous-jacente qui conduit à l'action, qu'il s'agisse d'une démission ou d'une grève. D'une part, le taux de démission avait augmenté plus ou moins régulièrement depuis les premiers signes de reprise après la grande récession de 2008-2010. D'autre part, un sondage Gallup réalisé en mars 2021 a révélé que 48% de «la population active des Etats-Unis recherche activement un emploi ou est à l'affût d'une opportunité», soit bien plus que les 2,9% qui démissionnent effectivement³. Ainsi, l'insatisfaction professionnelle a régné au sein de la population active pendant un certain temps avant d'atteindre son niveau record en août 2021. Pour cette raison, je crois qu'il est plus utile de considérer le taux de «démission» comme une mesure

de l'insatisfaction professionnelle, d'une part, et de la confiance accrue en vue de participer à une action, d'autre part, plutôt que comme une cause directe des grèves.

Dans le même temps, des millions de travailleurs sous-payés ont découvert, s'ils ne le savaient pas déjà, qu'ils étaient «essentiels» au fonctionnement de la société – même si leurs patrons continuaient à les maltraiter, à les surmener et à les sous-payer. Cela aussi a contribué à la volonté de faire grève. De plus, les bénéfices des sociétés non financières nationales ont augmenté de 70% pour atteindre le chiffre record de 1800 milliards de dollars au deuxième trimestre de 2021, de sorte que les employeurs auront plus de mal à invoquer la pauvreté si leurs travailleurs s'en rendent compte et prennent les devants.

Les choses ont certainement été facilitées par les 450 contrats syndicaux, dont beaucoup couvrent plus de 1000 travailleurs, qui ont expiré en 2021. Dans l'ensemble donc, la période a été propice à la grève. Mais cette situation de relance apparente de la combativité ne s'explique pas uniquement par un marché du travail favorable. Pour approfondir la question, nous devons examiner ce qui a précédé. Les grèves de 2021 n'ont pas surgi de nulle part. Le tableau I montre le nombre total de grèves, celles considérées comme «majeures» par le BLS, avec 1000 grévistes ou plus, et le nombre total de grévistes durant les six dernières années.

Digression sur les statistiques ayant trait aux grèves

Avant d'analyser ces chiffres et d'autres chiffres connexes, il est toutefois nécessaire de discuter des chiffres relatifs aux grèves. Depuis que l'administration Reagan a interrompu, après 1981, le décompte de tous les arrêts de travail par le BLS, il n'existe aucun décompte officiel de toutes les grèves et de tous les lock-out. Le BLS n'enregistre que les grèves de 1000 travailleurs ou plus. Jusqu'en 2021, le service fédéral de médiation et de conciliation (Federal Mediation and Conciliation Service – FMCS) a comptabilisé tous les arrêts de travail directement liés aux négociations collectives, principalement dans le secteur privé. Ainsi, des grèves telles que celles des enseignants de Virginie-Occidentale et d'autres en 2018 et 2019 n'ont pas été incluses puisqu'il s'agissait en fait de grèves contre le parlement de Virginie-Occidentale. La plupart des grèves du secteur public ne l'étaient pas non plus, à moins que le syndicat ou l'employeur ne fasse appel au FMCS pour une médiation. Ainsi, même en additionnant les grèves majeures du BLS avec les chiffres du FMCS, on n'obtiendrait pas nécessairement un décompte totalement exact.

L'administration Biden a laissé tomber le décompte du FMCS et celui-ci n'est plus disponible sur le site Internet du FMCS, ce qui ne fait qu'aggraver la situation. Les grèves des travailleurs des chemins de fer et des compagnies aériennes sont comptabilisées par le National Mediation Board [chargé depuis les années 1930 d'assurer les flux commerciaux aériens et par chemin de fer entre Etats; il joue aussi un rôle de médiation], conformément aux dispositions du Railway Labor Act [organisme régissant les relations de travail dans les chemins de fer et le transport aérien]. Il n'y en a eu aucune, cependant, au cours des années que nous examinons.

Cette année, en revanche, le programme Industrial and Labor Relations de l'Université Cornell a commencé à suivre toutes les grèves via Google et les médias sociaux. Plus récemment encore, Jonah Furman de Labor Notes a commencé à enregistrer les grèves et les efforts d'organisation dans son rapport hebdomadaire en ligne «Who Gets the Dog». J'ai utilisé toutes ces sources pour produire le décompte le plus précis possible des grèves avec

les données existantes, mais il est probable que certaines ont été oubliées. Ce sont ces chiffres qui sont utilisés dans le tableau I et tout au long de cet article. Ils diffèrent parfois des chiffres fournis par le BLS ou le FMCS et qui sont plus précis que ces derniers. Ils sont cités sous les tableaux I et II et ne seront pas cités chaque fois qu'ils seront utilisés par la suite.

Table I. Strikes 2016-2021

Year	Total #Strikes*	#Major Strikes	#Strikers
2021**	194	16	73,320
2020	66	9	41,747
2019	89	24	432,484
2018	76	26	533,328
2017	98	10	45,941
2016	99***	20	115,050

*ILR Labor Action Tracker counts individual locations that are clearly part of a larger strike by the same union, as, for example, at John Deere, as separate work stoppages. I count them together as a single strike.

**Jan-Oct.

*** FMCS counts 2016 SEIU Florida nursing home strikes 15 separate strikes; since they were simultaneous, I count them as one.

Sources: Cornell ILR "Labor Action Tracker," <https://striketracker.ilr.cornell.edu/>; BLS, "Major Work Stoppage" Monthly, <https://www.bls.gov/web/wkstp/monthly-listing.htm> ; Federal Mediation and Conciliation Service, "Ongoing and Ending Work Stoppages, Monthly, 2017-2019"; Federal Mediation and Conciliation Service *Annual Report 2009-2017*; Jonah Furman, "Who Gets the Bird," Weekly, September and October 2021, whogetsthebird@substack.com; National Mediation Board (airlines and railroads), "Strikes," https://nmb.gov/NMB_Application/index.php/page/7/?s=strikes

Trois éléments ressortent de ces données.

Premièrement, le nombre total de grèves au cours des dix premiers mois de 2021 est bien supérieur à ceux des cinq années précédentes. Mais le nombre de grévistes n'est pas plus important que pour toutes les années précédentes. De manière générale, le nombre de grèves est en baisse depuis 1980 et a encore diminué après la grande récession de 2008, atteignant un minimum de 76 en 2018. Donc 2021 est la première année d'une remontée significative du nombre total de grèves. Mais comme le montre le Tableau I, le nombre de grévistes en 2021 est loin d'égaliser ceux de 2018 et 2019, qui ont vu des grèves massives d'enseignants se développer dans tout le pays. En fait, avant 2021, l'essentiel des grèves provenait du secteur de l'enseignement scolaire public et surtout des salarié·e·s du secteur privé de la santé. Ce sont des travailleurs et travailleuses qui sont moins affectés par les fluctuations de l'économie que la plupart des autres, bien que leur taux de «démission» ait également augmenté, ce qui indique une insatisfaction professionnelle importante. Bien entendu, il s'agit de travailleurs confrontés à des conditions communes à une grande partie de la classe ouvrière et leurs grèves comptent dans la lutte des classes au même titre que celles d'autres travailleurs plus «industriels».

En second lieu, on constate une chute spectaculaire du nombre de grèves et de grévistes en 2020 en raison de l'impact initial de la pandémie et de la récession profonde mais brève qu'elle a entraînée au printemps de cette année-là. Il convient toutefois de noter que bon nombre des grèves qui ont eu lieu en 2020 étaient le fait de travailleurs non syndiqués dans des entreprises telles qu'Amazon, McDonald's et Instacart [livraison de produits alimentaires], qui protestaient contre des conditions de travail dangereuses face à la montée de la pandémie. L'augmentation des grèves a toutefois repris en 2021.

États-Unis : comment expliquer la montée des

<https://www.contretemps.eu>

grèves ?

redaction

Troisièmement, ce qui rend l'année 2021 particulièrement unique, ce n'est pas seulement l'augmentation du nombre de grèves, mais aussi l'augmentation du nombre de grèves dans les secteurs autres que l'enseignement et de la santé, principalement dans le secteur privé. En 2021, 124 grèves ont été déclenchées par ces travailleurs et travailleuses, toutes branches confondues, soit beaucoup plus qu'au cours des années antérieures à la Grande Récession. Le Tableau II montre toutes les grèves de 500 travailleurs ou plus. Cela n'inclut pas les 60 000 travailleurs du spectacle organisés dans l'IATSE (Alliance internationale des employés de scène, de théâtre et de cinéma), syndicat qui a conclu un projet d'accord en octobre, projet qui a suscité un mécontentement de la part des membres. Ainsi que les 37 000 travailleurs du secteur de la santé de Kaiser Permanente [consortium de soins intégrant hôpitaux, permanences de santé et un système de plan de santé et d'assurance ; le chiffre d'affaires du consortium s'élève à 88,7 milliards en 2020] qui pourraient faire grève plus tard dans l'année. En fait, de nombreux autres travailleurs dont les contrats expireront l'année prochaine sont susceptibles d'engager alors des grèves. Il y a donc une «recrudescence» plus large des mouvements de grève après l'impact perturbateur de la pandémie.

Table II. Strikes of 500 or more workers in 2021 through October

Employer	Union	# Strikers
Hunts Point	IBT	1400
Columbia U.	GWC-UAW	3000
Allegheny Technologies	USW	1300
Warrior Met Coal	UMWA	1100
Volvo Trucks	UAW	2900
John Deere	UAW	10,000
NYU	GSOC	2200
Chicago local gov't	SEIU 73	2000
Belleville Schools	NEA	1400
Nabisco	BCTW&GMU	21,000
Kellogg's	BCTW&GMU	1400
WA General Contractors	UBCJ	22,000
Mercy Hosp. Buffalo	CWA	2200
Frontier Communications	CWA	2000
Puerto Rico Police Bureau		1500
Keck Medical Center USC	CNA	1400
Cook County Health Care	NNU	1200
Oakland University	AAUP	880
St. Vincent's Hospital	MA Nurses	800
New Car Dealers, IL	IAM	800
Kaiser Permanente	IUOE	700
San. Francisco Maintenance	SEIU	700
Frito-Lay	BCT&GMU	600
National Aerospace	Metal Trades Council	600
Peoria Schools, AZ	Teachers' Union	600
E. Baton Rouge Schools	NEA	600
ArcelorMittal	USW	500
<i>Totals</i>	<i>24 (13% of Total)</i>	<i>60,280 (82% of 2021 Total)</i>

Sources: Cornell ILR Labor Action Tracker, <https://striketracker.ilr.cornell.edu/>; BLS, "Major Strikes" Monthly Listing, Jan-Oct, <https://www.bls.gov/web/wkstp/monthly-listing.htm>; Jonah Furman, "Who Gets the Bird," Sep-Oct, 2021.

Nom des syndicats dont les acronymes sont mentionnés dans le Tableau 2: IBT The International Brotherhood of Teamsters – GWC-UAW Graduate Workers of Columbia – USW United Steelworkers – UMWA United Mine Workers of America – UAW United Automobile, Aerospace and Agricultural Implement Workers of America – GSOC Graduate Student Organizing Committee – SEIU Service Employees International Union – NEA National Education Association – BCTGM Bakery, Confectionery, Tobacco Workers and Grain Millers International Union – UBCJ United Brotherhood of Carpenters and Joiners of America – CWA Communications Workers of America – CNA California Nurses Association – NNU National Nurses United – AAUP American Association of University Professors – MA Nurses Massachusetts Nurses Association – IAM International Association of Machinists and

Une façon un peu plus large de voir cette tendance est de la considérer comme une «relance» à long terme après la profonde dislocation de la Grande Récession de 2008-2010. Le nombre de grèves enregistrées par le FMCS et le BLS était en déclin depuis des décennies. A la fin des années 1990, le nombre de grèves enregistrées par le FMCS s'élevait en moyenne à près de 400 par an, avant de tomber à environ 300 entre 2000 et 2005, puis à 103 en 2009. Les principales grèves enregistrées par le BLS sont passées de 39 en 2000 à un minimum historique de 5 en 2009. Le nombre de grévistes enregistrés par le BLS est passé de 394 000 en 2000 à un niveau incroyablement bas de 12 500 en 2009. Ainsi, bien qu'aucun des chiffres d'avant la récession ne représente des niveaux historiquement élevés de grèves comparables à ceux des années 1930, 1940 ou 1970, la Grande Récession a représenté un ralentissement assez marqué de l'activité de grève. Vu sous cet angle, les chiffres de 2018 à 2021, pris ensemble et sous forme de moyenne, peuvent être interprétés comme un retour aux niveaux de grèves et de grévistes d'avant la récession.

Vu sous un autre angle, cependant, les travailleurs apprennent des victoires d'autres travailleurs et du fait que leur ressenti de leurs propres conditions est partagé par d'autres au sein de la société. Les travailleurs et travailleuses de l'éducation, en 2018 et 2019, ont, en effet, enseigné aux autres que lorsque les conditions sont réunies, le temps de la grève et de la victoire est possible. A l'instar des nombreux grévistes du secteur de la santé qui se sont attaqués aux géants de la branche [comme Kaiser], ils ont également montré aux travailleurs et travailleuses de tous les secteurs d'activité que l'expérience d'années de stagnation des revenus et le stress du travail à flux tendu étaient les maladies frappant toute une classe sociale. S'ils ont pu se défendre, vous le pouvez aussi, tel était le message.

L'accumulation des griefs contre l'accumulation du capital

Il y a donc des raisons de croire que les grèves et le militantisme en général vont se poursuivre si nous comprenons la «poussée» de 2018-2021 comme le résultat non seulement de conditions pandémiques et conjoncturelles, mais aussi de l'accumulation de griefs sur une longue période – une période qui est le résultat des efforts désespérés du capital pour augmenter les profits et compenser la baisse des taux de profit qui a repris sa tendance peu après la reprise suite à l'effondrement de 2008-2010.

Comme l'a dit l'historien britannique Eric Hobsbawm dans son étude des soulèvements ouvriers, les «situations explosives» sont le résultat d'«accumulations de matériaux inflammables qui ne s'enflamment que périodiquement, pour ainsi dire sous l'effet de la compression»⁴. Les matériaux inflammables sont la dégradation des conditions de salaire, de travail et de vie et les griefs accumulés depuis de nombreuses années. Bien que de telles «explosions» de la part des travailleurs et travailleuses soient impossibles à prévoir avec précision, elles sont toujours précédées de protestations, de grèves et parfois d'organisations nouvelles ou élargies, souvent accompagnées d'autres mouvements sociaux actifs. Parmi les exemples bien connus, citons les vagues de grèves qui ont précédé et suivi la Première Guerre mondiale, celles qui ont eu lieu pendant et après la

Seconde Guerre mondiale, ainsi que la vague de grèves qui a duré du milieu des années 1960 aux années 1970, pendant la guerre du Vietnam.

Chacune de ces vagues de grèves n'a pas seulement été entravée puis stimulée par l'impact social et économique d'une guerre, mais elle a été accompagnée et liée à d'autres mouvements sociaux majeurs, en plus de celui des travailleurs et travailleuses syndiqués et en voie de syndicalisation. Dans les années proches de la Première Guerre mondiale, il s'agissait du mouvement pour le suffrage des femmes et de la montée de l'activité des droits civiques, principalement par le biais de la NAACP (National Association for the Advancement of Colored People-Association nationale pour la promotion des gens de couleur), et du nationalisme noir. Dans les années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, il s'agissait non seulement de la vague de grèves massives de 1943-46, mais aussi de l'essor, moins visible mais important, de l'activité en faveur des droits civils, souvent menée par des anciens combattants noirs.

La guerre du Vietnam a vu naître le mouvement anti-guerre, la renaissance du féminisme et le mouvement de masse des femmes, ainsi que le Black Power et le mouvement des droits LGBTQ. La «relance» d'aujourd'hui se produit, bien sûr, dans le sillage d'un nouveau mouvement des femmes, du mouvement des travailleurs immigrés, de celui visant à stopper le changement climatique, et de la montée de Black Lives Matter et de ses diverses retombées. Il s'agit déjà d'une période d'activisme social considérable. La «relance» de la grève est peut-être le précurseur d'une explosion plus importante.

Bien que la plupart des conditions de vie dégradées de la classe laborieuse et les griefs qu'elles ont engendrés soient bien connus, il vaut la peine de les examiner et de voir comment ils pourraient interagir pour susciter un regain continu de militantisme et d'activisme de la classe laborieuse. Le problème le plus évident et le plus irritant est peut-être qu'en termes réels - malgré certaines augmentations de salaire récentes dues à la «pénurie» de main-d'œuvre, en septembre de cette année - l'ouvrier moyen du secteur privé chargé de la production et sans fonction d'encadrement gagnait les mêmes 9,73 dollars de l'heure qu'il aurait gagnés au printemps 1989. Pendant ce temps, la productivité du travail a augmenté de 88% au cours de la même période, y compris de manière significative pendant la pandémie⁵. Ils ne connaissent peut-être pas les chiffres officiels, mais ils connaissent certainement la situation présente.

Lorsque la pandémie a frappé au début de l'année 2020, environ deux tiers des travailleurs et travailleuses les moins bien payés et seulement environ la moitié de ceux et celles qui se situaient dans le quart inférieur de l'échelle salariale, soit environ 13 millions de travailleurs de la production et de travailleurs sans fonction d'encadrement, ne disposaient d'aucun congé de maladie payé, tandis que plus de 31 millions de personnes de moins de 65 ans n'avaient pas d'assurance maladie. Sans surprise, l'impact de la pandémie n'a pas été socialement neutre. Une étude du Journal of the American Medical Association Network publiée en mai 2021 a révélé que l'incidence des infections et des décès dus au Covid-19 était plus importante dans les comtés des États-Unis où l'inégalité des revenus était relativement élevée.

Parallèlement à cette terrible réalité économique, des années d'intensification du travail en flux tendu, de standardisation et d'objectifs quantifiés et contrôlés ont eu des répercussions sur le stress. Si l'on considère les États-Unis et le Canada pendant la pandémie de 2020, un sondage Gallup a révélé que 57% des travailleurs étaient stressés, 48% inquiets et 22% en colère, et ce, «durant une grande partie de la journée»⁶. Le stress, l'inquiétude et la colère étaient en outre en hausse bien avant la pandémie. Le pourcentage de salarié·e·s ayant

déclaré les avoir ressentis «souvent dans la journée» a augmenté au cours de la période qui a suivi la Grande Récession, passant de 44% en 2008 à 55% pour le stress en 2018, de 34% à 45% pour l'inquiétude et de 16% à 22% pour la colère au cours de ces années. Un sondage antérieur réalisé en 2006 a montré que 72% du stress ressenti aux Etats-Unis provenait de causes liées au travail.

Le stress n'est toutefois pas la seule source de souffrance émotionnelle et de mécontentement. Des années d'inégalités de revenus et de richesses, de plus en plus visibles, ont explosé pendant la pandémie, révélant une image de la situation financière obscène de la cohorte croissante de milliardaires. Selon une étude de l'Institute for Policy Studies, le nombre de milliardaires aux Etats-Unis est passé de 614 en mars 2020 à 745 en octobre 2021 au moment de la pandémie, tandis que leur richesse accumulée est passée de 2947,5 milliards de dollars à 5019,4 milliards de dollars sur cette période.

Les frasques très médiatisées de nombre de ces géants de l'exploitation ont fait qu'il est pratiquement impossible pour la population laborieuse de ne pas remarquer comment et combien ces individus très en vue ont profité de sa surcharge de travail, de ses bas salaires, du stress, de l'infection au covid et même de la mort. En fait, même avant que la pandémie ne s'installe, une majorité de 61% des personnes interrogées déclaraient qu'il y avait «trop d'inégalités économiques aux Etats-Unis». En moyenne, seuls 42% des personnes interrogées estimaient que la lutte contre ces inégalités était une «priorité absolue». Mais parmi les personnes aux revenus les plus faibles, 52% pensent que c'est une priorité absolue. Pour beaucoup, cette croissance astronomique de l'inégalité était pour le moins une raison de plus de faire grève et un élément supplémentaire dans leur prise de conscience de classe.

Parallèlement, avant même que la pandémie s'installe, 70% des Etatsuniens estimaient que «les grandes entreprises et les riches ont trop de pouvoir et d'influence dans l'économie actuelle», selon un sondage réalisé par le Pew Research Center fin septembre 2019. Sans surprise, ils pensaient également que les politiciens avaient trop de pouvoir. Le sentiment que des «intérêts» puissants disposent de trop de pouvoir économique et d'influence politique constitue, bien sûr, aussi bien du grain à moudre pour les moulins populistes de droite, à la Trump, qu'une source potentielle d'éveil de conscience de classe.

Quoi qu'il en soit, voir les démocrates du Congrès se battre entre eux⁷ autant que contre les républicains et les lobbyistes d'entreprise alors qu'ils réduisent les programmes - même initialement inadéquats - qui pourraient aider les personnes de la classe ouvrière est susceptible de tuer tout espoir que certains auraient pu avoir qu'une aide serait fournie par ce «camp». D'un autre côté, seulement 31% des personnes interrogées estiment que les syndicats ont trop de pouvoir, et la plupart d'entre elles, conjointement, s'identifient ou penchent du côté républicain. En fait, le taux d'approbation des syndicats a augmenté après la Grande Récession, passant de 48% en 2009 à 68% en août 2021. Cela aussi indique à la fois un mécontentement et une conscience de classe accrues - et une indication sur les moyens immédiats (syndicats) de lutter efficacement.

Compte tenu de l'accumulation des griefs et des mauvais contrats collectifs que les travailleurs syndiqués connaissent depuis des décennies, il n'est pas surprenant que la pression en faveur de la grève et de meilleurs contrats soit venue en grande partie de la base. Rob Eafen, président de la section locale du BCTGM [Bakery, Confectionery, Tobacco Workers and Grain Millers International Union] à l'usine Kellogg's de Memphis, a déclaré le 25 octobre 2021 à l'hebdomadaire *Time* : «Le mouvement de grève a été une lame de fond, venant des gens.» La lame de fond était visible dans de nombreux syndicats dont les

contrats expiraient en 2021, les membres ayant voté à une large majorité pour la grève.

En octobre, les membres de l'United Auto Workers (UAW) chez John Deere ont rejeté une offre contractuelle à 90% et ont voté la grève à 98%, tout comme les membres de l'UAW dans les usines de camions Volvo qui ont rejeté deux fois des offres inadéquates à 90% et ont fait grève. Les membres du CWA (Communications Workers) de Frontier Communications [septième plus important fournisseur de services de télécommunications locaux aux États-Unis] en Californie ont voté à 93% et ont fait grève pendant une journée le 5 octobre⁸. Les membres de l'IATSE, le syndicat des travailleurs de la production de films et d'émissions de télévision, ont voté à 98% en faveur de la grève début octobre. Un accord de principe a ensuite été conclu, mais de nombreux membres de l'IATSE se sont déclarés insatisfaits de l'accord. Vingt et un mille infirmières et autres travailleurs de la santé de Kaiser Permanente en Californie ont voté à 96% en faveur de la grève si nécessaire. Des milliers d'autres travailleurs de Kaiser appartenant à 20 autres syndicats sont également appelés à voter. Il y a peu de raisons de croire que ce type de pression de la base va disparaître.

Les crises telles que les guerres, les dépressions et les pandémies mettent en relief toutes sortes de fissures dans le système économique. La pandémie de Covid-19 n'a fait qu'amplifier et rendre visibles les inégalités accumulées de la société et les griefs qu'elles engendrent, mais aussi la vulnérabilité du capital. L'effondrement récent des chaînes d'approvisionnement mondiales en flux tendu, par exemple, est la cause immédiate d'une crise qui se préparait depuis longtemps. Les ports sont engorgés en partie parce que la capacité des navires à conteneurs a dépassé celle des ports à conteneurs de 63% à 42% entre 2010 et 2020, suivie d'une forte augmentation de la demande de transport maritime par conteneurs en 2021. Cette situation s'explique par le fait que les consommateurs ont délaissé les services au profit des biens pendant la pandémie⁹.

Il y avait également des pénuries préexistantes de wagons, de locomotives et de main-d'œuvre, ainsi que de chauffeurs de camion et d'ouvriers d'entrepôt locaux et longue distance, c'est-à-dire tout au long des chaînes d'approvisionnement. L'impact de ces sources de congestion et de goulots d'étranglement dans les chaînes d'approvisionnement mondiales a été intensifié par la combinaison des contraintes et des fragilités de la livraison juste-à-temps. Il n'y a pas de mystère concernant l'un ou l'autre de ces problèmes. La vitesse augmente l'impact de toute perturbation de la chaîne d'approvisionnement¹⁰, tandis que des années de bas salaires et d'avantages sociaux inexistantes ou faibles, combinées aux résultats de l'intensification du travail mentionnés ci-dessus, ont éloigné des travailleurs des emplois stressants et dangereux liés au transport des marchandises à l'échelle internationale, comme elles l'ont fait pour d'autres secteurs de travail tels que la santé.

En même temps, c'est un rappel du pouvoir du travail de perturber l'accumulation du capital. Une étude de l'impact des «événements perturbateurs» sur les chaînes d'approvisionnement de 397 entreprises américaines entre 2005 et 2014 a montré que, pendant les trois mois qui ont suivi la perturbation, un effet moyen à la baisse sur les ventes de seulement -4,85% a entraîné une baisse du résultat d'exploitation de -26,5% et une baisse du rendement des actifs de -16,1%¹¹.

Cet impact s'est produit avant que la pandémie n'entraîne une augmentation de la consommation de biens par rapport aux services, ainsi qu'une diminution des stocks et, par conséquent, une dépendance accrue à l'égard des chaînes d'approvisionnement et de la logistique, qui ne devrait pas prendre fin avant un certain temps¹². Il est clair que les

perturbations provoquées par les salarié-es, telles que les grèves ou les grèves du zèle, peuvent avoir un impact significatif sur l'accumulation de capital d'un employeur donné. Une montée sociale peut forcer l'ensemble de la classe capitaliste à reculer. Et cela pourrait être le point de départ d'un nouveau mouvement de la classe laborieuse aux Etats-Unis.

*

Article publié sur le site [Spectre](#), le 15 novembre 2021 ; traduction par la rédaction d'[À l'Encontre](#).

références

références

- ↑ 1 Bureau of Labor Statistics, "Quits rate of 2.9 percent in August 2021 an all-time high," *TED: The Economic Daily*, October 18, 2021.
- ↑ 2 Bureau of Labor Statistics, "Job Openings and Labor Turnover-August 2021," *News Release*, USDL-21-1830, October 12, 2021, Tables 1-6.
- ↑ 3 Gandhi and Robison; Bureau of Labor Statistics, "Quit rate."
- ↑ 4 Eric Hobsbawm, "Economic Fluctuations and Some Social Movements since 1800," in Eric Hobsbawm, *Labouring Men: Studies in the History of Labour* (London: Weidenfeld and Nicolson, 1964), 139.
- ↑ 5 Bureau of Labor Statistics, "Real Earnings - September 2021," *Real Earnings New Release*, USDL-21-1832, October 13, 2021, Table A-2; Bureau of Labor Statistics, "Average hourly earnings of production and nonsupervisory employees, Total private, seasonally adjusted," 1972 to 2021, *Databases, Tables & Calculators by Subject*, extracted on October 25, 2021; Bureau of Labor Statistics, *Economic New Release*, Table 1 Business Sector Labor Productivity, September 2, 2021, <https://www.bls.gov/news.release/prod2.t01.htm>; Bureau of Labor Statistics, "Nonfarm Business Annual Series" All Employed Persons, Index 2012 = 100, 1947-2020, xlsx, <https://www.bls.gov/lpc/#tables>.
- ↑ 6 Gallup, *State of the Global Workplace: 2021 Report*, (Washington DC: Gallup, 2021), 28-30.
- ↑ 7 Au Sénat, deux démocrates, Kyrsten Sinema (liée à des lobbys industriels et opposée au salaire minimum de 15 dollars et au Green New Deal) et Joe Manchin (lié aux secteurs des énergies fossiles et de la pharma) se sont opposés aux éléments du plan de dépenses sociales et environnementales de l'administration Biden. (Réd.)
- ↑ 8 Jonah Furman, "John Deere Workers Are Ready to Strike on Wednesday," *Jacobin*, October 12, 2021, <https://www.jacobinmag.com/2021/10/john-deere-workers-uaw-contract-vote-strike>; Jonah Furman, "Deere Strikers Mean Business," *Labor Notes* 512 November 2021, 1, 3, 15.
- ↑ 9 *Statista*, "Capacity of container ships in seaborne trade from 1980 to 2020 (in million dead weight tons)" and "Container capacity at ports worldwide from 2002 to 2019 with a forecast for 2020 until 2024 (in million TEUs)," 2021, <https://www.statista.com/search/?q=global+port+capacity&Search=&qKat=search>;
- ↑ 9 Peter Sand, "Container Shipping: Records Keep Falling As Industry Enjoys Best Markets Ever," *Bimco*, June 21, 2021, https://www.bimco.org/news/Market_anaysis/20210602_container_shipping.aspx; Paul Krugman, "The Revolt of the American Worker," *New York Times*, October 14, 2021.
- ↑ 10 Kim Moody, "Labour and the Contradictory Logic of Logistics" *Work Organisation, Labour & Globalisation* 13(1) (Spring 2019): 79-95.

↑ **11** Milad Baghersad and Christopher W. Zobel, "Assessing the extended impacts of supply chain disruptions on firms: An empirical study," *International Journal of Production Economics* 231, January, 2021: 8.

↑ **12** Peter S. Goodman, "How the Supply Chain Broke, and Why It Won't Be Fixed Anytime Soon," *New York Times*, October 22, 2021,
<https://www.nytimes.com/2021/10/22/business/shortages-supply-chain.html>;
Krugman, 2021.